Objekttyp: **TableOfContent**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1974)**

Heft 285

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

J.A. 1000 Lausanne
Hebdomadaire romand
N° 285 12 septembre 1974
jusqu'à fin 1974: 10 francs
Onzième année

Rédacteur responsable :
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année: 33 francs
jusqu'à fin 1974: 12 francs

Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :
Gabrielle Antille
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Daniel Delley

285

Domaine public

Comme en 1970!

Le scénario de 1970 est en place. A nouveau la presse fait donner son artillerie lourde. Partis, organisations clament à l'unisson le mot d'ordre : « non » à l'initiative de l'Action nationale. L'Union syndicale pourtant a décidé cette fois-ci de mener sa campagne en solitaire. Sera-t-elle plus convaincante ?

Avalanche de statistiques, menace de récession et de chômage : arguments et méthodes n'ont guère changé depuis quatre ans. Nous sommes pris dans un engrenage; la Suisse officielle est condamnée à la défensive. Le soir du 7 juin 1970, les commentateurs ont salué la victoire de la démocratie et du bon sens. Ils feront probablement de même le 20 octobre prochain. Mais le répit sera de courte durée; Schwarzenbach a déjà déposé l'initiative suivante, toute en nuances et plus dangereuse encore. Le problème de la présence des étrangers continuera donc d'empoisonner le débat politique et de faire écran aux véritables échéances.

Les arguments échangés auront-ils un impact sur l'électorat ? C'est peu probable si l'on en croit un sondage d'opinion effectué en juin, qui donne 43,4 % d'acceptants et 55,6 % de rejetants, avec 1 % à peine d'indécis; les positions semblent être déjà cristallisées (voir aussi en page 2).

Alors tentons de comprendre. Dans ce débat imposé par les nationalistes c'est la droite économique et politique qui est prise à son propre jeu. L'image du pays qu'elle a réussi à imposer et qui a joué un rôle important en tant que facteur de cohésion sociale, cette image se lézarde de toutes parts.

Où est la Suisse libérale, démocratique, fédéraliste, prête à défendre sa neutralité, alors qu'on assiste — et ce ne sont que quelques exemples — à des concentrations d'entreprises, à une intervention croissante de l'Etat central au détriment des collectivités locales, alors que le gouvernement doit remettre à plus tard l'achat d'armes nouvelles pour des raisons financières ? Où est la Suisse sociale, stable, prospère, la Suisse des paysages idylliques, alors que paysans et personnes âgées restent des marginaux de l'expansion, que les licenciements deviennent plus fréquents, que le béton prend d'assaut le territoire tout entier. L'idéologie dominante s'effrite; elle n'est plus apte à rendre compte des mutations d'une société capitaliste avancée.

Mais la gauche politique et syndicale, elle aussi, est prise au jeu. Quarante ans de paix sociale, mis à part les avantages qu'elle a procurés à la classe ouvrière, ont profondément dépolitisé les citoyens. Les nationalistes en profitent : plutôt que de résoudre les problèmes du présent, ils préconisent un retour au passé; plutôt que de départager les intérêts en conflits, ils proposent un coupable, l'étranger.

Une chose est claire : quel que soit le résultat au soir du 20 octobre les sources du mécontentement habilement exploité par les xénophobes subsisteront. A cette différence près qu'en cas de victoire du « oui » les solutions seront plus difficiles encore.

Cette polémique mystificatrice sur la présence des étrangers présente au moins un avantage; celui de mettre en lumière l'insuffisance de nos institutions. L'équilibre des pouvoirs mis en place au siècle passé, les canaux d'expression à disposition des citoyens présentent des lacunes importantes. La présence au pouvoir de tous les partis, un gouvernement inamovible, la stabilité légendaire du corps électoral ne sont plus les garants d'une démocratie satisfaisante. Nous avons ouvert le débat dans un DP 281; nous le continuerons.

DANS CE NUMÉRO

Pp 2/3 : Les mille et un visages de la xénophobie; p. 4 : Dieter Bührle, un ambassadeur de choc; p. 5 : L'aide au développement : la réalité derrière les chiffres; p. 6 : De la guerre à la guérilla — Le carnet de Jeanlouis Cornuz; p. 7 : La droite vaudoise et ses aumônes aux riches — La semaine dans les kiosques alémaniques; p. 8 : La fête qui fait peur en Valais.